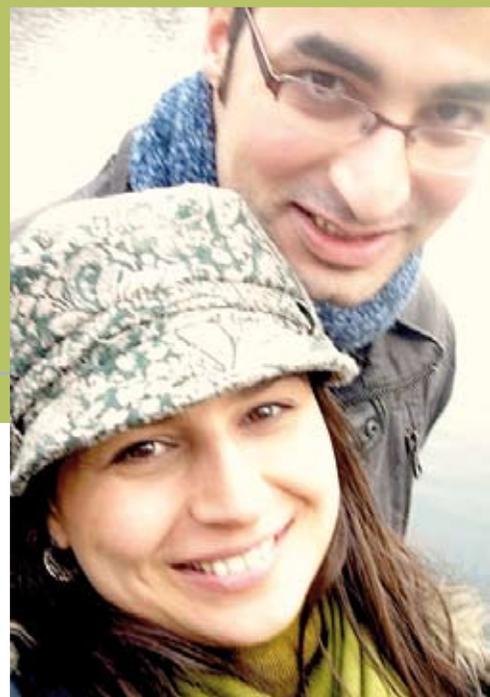


Turquie : la vie des journalistes

A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse du 3 mai, *Journalistes* consacre son dossier à la situation turque où quelque 90 journalistes sont actuellement en prison alors qu'ils n'ont rien fait d'autre que leur métier, à l'instar de Baris Terkoglu, soutenu par l'AGJPB dans le cadre d'une campagne de la Fédération européenne des journalistes.



Baris et Özge Terkoglu. Photo : Özge Izdes

430 jours de détention

Comment vit-on cette privation de liberté de part et d'autre des barreaux ? Entretien avec Özge, l'épouse de Baris Terkoglu, détenu depuis le 14 février 2011 à la prison de Silivri.

► Dans quelles conditions est détenu Baris ?

Özge Terkoglu : Les journalistes, à la prison de Silivri, sont, comme pour les autres détenus dans le cadre de l'affaire Ergenekon, détenus par groupe de 3 dans des cellules prévues pour 21 personnes parce qu'ils sont considérés comme « hautement à risques » et doivent dès lors être totalement isolés des autres prisonniers. Contrairement aux autres journalistes, Baris n'est pas en compagnie d'un co-inculpé dans la même affaire et ils ne vivent qu'à deux, ce qu'il considère comme une punition supplémentaire à son égard. Dans leur cellule, les journalistes sont sous surveillance filmée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et, afin de permettre aux caméras de tourner, les lumières restent constamment allumées de jour comme de nuit.

Etant donné que la nourriture fournie par la prison n'est ni mangeable ni saine, les détenus sont forcés de développer des techniques originales pour traiter la nourriture avant de la manger. Par exemple, ils vident les assiettes et lavent la nourriture à l'eau bouillante puis tentent de les épicer avec des graines achetées auparavant à la cafétéria.

La manière dont ils re-cuisinent les plats et leur créativité culinaire sont absolument incroyables – toutes ces techniques devraient un jour faire l'objet d'une publication sous le titre de « Conseils culinaires pour un futur détenu ! » Baris m'a fait une surprise le jour de notre deuxième anniversaire de mariage, un jour où il était possible de le voir. Il est venu au parloir avec un gâteau qu'il avait

fabriqué derrière les barreaux avec du chocolat acheté à la cafétéria : il avait formé des tranches à l'aide de biscuits et avait ajouté une crème rose pour dessiner nos initiales en forme de cœur au centre du gâteau. C'était vraiment incroyable ! L'eau froide n'est disponible que pendant certaines heures de la journée. L'eau chaude est fournie deux fois par semaine pour leur permettre de prendre une douche et de laver leurs vêtements. Toutes les choses en vente à la cafétéria de la prison ne peuvent être fournies au détenu par sa famille. Ainsi, on ne peut pas leur apporter des sous-vêtements, des chaussettes ou des essuies.

Le règne de l'autocensure

En rue, la parole se libère mais dans les médias, c'est l'inverse, analyse le professeur Haluk Shahin.

« Final notes on a dying profession ». C'est le titre amer que le professeur Haluk Shahin, a donné à son dernier livre. Et pour ce journaliste, actif depuis 35 ans en Turquie (à la télévision d'abord, dans la presse écrite ensuite, jusqu'à ce que sa chronique dans le quotidien libéral de gauche *Radikal* ait été supprimée), ce pessimisme reflète la réalité.

Haluk Shahin est aussi professeur à l'université Bigli à Istanbul. Il se dit proche de ses étudiants et constate que les jeunes, même ceux qui se destinent à la profession, ne lisent plus les journaux-papier. Les tirages sont en baisse, les recettes publicitaires diminuent, c'est l'ère du « tout à la télé ».

Mais, surprise : les productions cinématographiques et télévisées turques connaissent un succès croissant dans toute la région : les populations des pays limitrophes ou proches, comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Georgie, l'Iran, l'Irak, mais aussi les

pays des Balkans, la Bulgarie, la Grèce, une bonne cinquantaine de pays en tout, sont très friandes de séries « made in Turkey ».

La liberté d'expression n'est pas forcément gagnante pour autant ! Non pas qu'on ne puisse pas « parler de tout ». D'après Haluk Shahin, on n'a jamais autant discuté sur la place publique de sujets tels que le génocide arménien, le problème kurde ou encore le rôle de l'armée dans la politique... Ce sont les années 1990 qui ont donné une certaine « libéralisation » de la parole turque.

Dans la presse cependant, à l'heure actuelle, c'est l'autocensure qui règne en maître. Pour des raisons principalement économiques, dit Shahin. Les titres appartiennent à de grands groupes financiers, eux-mêmes liés au pouvoir. Et ils appliquent le principe de précaution : surtout ne pas aller à l'encontre des idées gouvernementales, pour ne pas perdre les éventuels

contrats, avantages et autres prébendes. Ajoutez à cela l'ambiguïté de la législation, héritée des années 1990, mais appliquée sans grand discernement, les cours spéciales, et les préceptes religieux de l'islam vénérés par les autorités. Haluk Shahin estime que la raison de la rigueur des autorités actuelles est à chercher dans la culture islamique de M. Erdogan : une culture de l'honneur (à ne pas bafouer impunément) et basée sur l'obéissance (aux préceptes islamiques). Et ça ne va pas aller en s'améliorant, le pouvoir se renforce de jour en jour et prend prétexte de son succès électoral pour durcir son attitude vis-à-vis de la presse. Haluk Shahin estime qu'entre 50 et 100 journalistes sont en prison pour l'instant en Turquie.

Betty Cleeren

es derrière les barreaux

Le médecin passe une fois par semaine et, si un détenu a besoin d'un médicament, il doit parfois attendre une semaine le prochain passage du médecin pour s'en procurer. Étant donné qu'il n'y a pas d'outils disponibles, le travail du médecin se limite à une simple consultation. En cas d'urgence comme une attaque cardiaque, la procédure administrative est tellement complexe que le patient a plus de chances de mourir en prison que d'arriver aux urgences de l'hôpital le plus proche.

► A quelle fréquence êtes-vous autorisée à rendre visite à votre mari ?

Nous ne pouvons voir Baris qu'une seule fois par semaine et seulement pendant une heure. Nous devons lui parler à travers une vitre, à l'aide d'un parlophone et chaque mot prononcé est enregistré par les autorités. La ligne est coupée automatiquement après l'heure de visite.

Au début de chaque mois, nous avons droit à une « visite ouverte » où nous pouvons lui parler face à face et le toucher. Toutes les familles sont réunies dans une grande salle sous le contrôle de nombreux surveillants et la visite ne dure également qu'une heure. En dehors des visites, les détenus ont aussi le droit d'appeler une personne déterminée pendant dix minutes à un moment déterminé de la semaine. Par exemple, Baris m'appelle tous les lundis à 11 heures et je ne raterais cet appel sous aucun prétexte.

► Comment se déroulent ses journées ?

À 8 heures du matin et du soir, c'est le comptage des détenus. Pendant la journée, ils lisent les journaux et les livres que nous leur apportons et ils ne font que travailler car c'est la seule chose qui puisse occuper leur esprit. Ils doivent se contenter d'écrire à la main car ils n'ont pas le droit d'avoir un ordinateur et ils n'ont évidemment pas d'accès à internet.

Les journalistes notent donc à la main les informations à chercher sur le web et les proches doivent ensuite faire les vérifications et les recherches à la maison pour ensuite leur faire parvenir les résultats. C'est aussi la méthode utilisée par le détenu pour préparer sa défense : il note les informations qu'il souhaite sur une feuille et ses conseils ou sa famille se chargent de les rechercher.

Propos recueillis par Mehmet Koksal

**Soutenez Baris Terkoglu
avec la Fédération européenne
des journalistes (FEJ) et l'AGJPB :**
www.ajp.be/baris

Sortis d'isolement mais en cellule disciplinaire

Les journalistes détenus à la prison de Silivri, à une centaine de kilomètres d'Istanbul ont fait la « fête », le 12 mars dernier. Le matin même, le tribunal avait ordonné la libération d'Ahmet Sik, Nedim Sener, Coskun Musluk et Sait Çakır. Une victoire ? La remise en liberté de tous les journalistes emprisonnés avait été demandée par leurs avocats. Et ce résultat doit être tempéré : les quatre journalistes libérés restent inculpés, et l'un d'entre eux ne doit sa sortie de prison qu'à la dégradation de son état de santé. Quant à Ahmet Sik et Nedim Sener, ce sont deux journalistes-vedettes en Turquie, et les autorités judiciaires ont manifestement voulu calmer l'opinion publique en les libérant. Mais en même temps, le tribunal a renvoyé l'affaire au 18 juin prochain, et ce report a « beaucoup frustré Baris », explique son épouse Özge Terkoglu. « Maintenant, son moral est meilleur », rassure-t-elle toutefois.

Ce regain moral s'explique sûrement par la fin de l'isolement du journaliste adopté par l'AGJPB et la FEJ. « Il vient de retrouver Tuncay Özkan, détenu depuis quatre ans, qui était, lui, en isolement depuis un an », poursuit Özge Terkoglu. La bonne nouvelle est toutefois tempérée par les conditions de détention des deux journalistes : « ils sont dans un bloc de cinq cellules disciplinaires : ce sont des cellules très humides et tellement exigües – neuf mètres carrés ! – qu'en ouvrant les bras, on peut pratiquement toucher les deux murs ». Heureusement, les gardiens « ouvrent les portes de ces cinq cellules » : les deux collègues peuvent donc en utiliser deux comme chambres, et se déplacer quelque peu. Ils n'en restent pas moins à l'écart de l'ensemble des autres détenus. Et surtout, dans leur bloc,

ils voient très peu la lumière du soleil...

« L'attention de l'opinion internationale est plus importante que jamais », insiste la jeune femme. Malgré un contexte international peu favorable : la tenue, le 1^{er} avril, en Turquie, d'un Sommet international consacré à la situation en Syrie montre l'attention réservée, pour l'instant à la Turquie et fait craindre que la pression sur le gouvernement Erdogan pour dénoncer ses atteintes à la liberté de la presse se relâche. « Il faut toutefois noter que la libération des quatre journalistes, à l'issue d'une audience qui n'avait rien apporté de neuf, est survenue deux jours avant l'échéance fixée par la Cour Européenne des droits de l'Homme, pour les réponses aux questions qu'elle avait adressées à la Turquie », note Özge Terkoglu. Mais, dans le même temps, la pression sur le syndicat des journalistes turcs, le TGS, et son président, Ercan Ipekci, membre du comité directeur de la FEJ, s'est accrue, « et c'est sans aucun doute dû à ses efforts, au plan national et international, en faveur des journalistes détenus », témoigne l'épouse de Baris Terkoglu.

La récente réception d'Ahmet Sik par le président du Parlement européen, Martin Schulz, est un encouragement à toutes celles et tous ceux qui continuent à se battre pour la libération de la centaine de journalistes turcs emprisonnés. Chez nous, malheureusement, à ce jour, ni le Premier ministre, Elio Di Rupo, ni le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, n'ont daigné répondre aux courriers que l'AGJPB leur a adressés à ce propos au début janvier...

Philippe Leruth

Vice-président de la Fédération européenne des journalistes

Ils ont créé un journal

Né le 24 juillet 2011 pour protester contre la censure et réclamer la liberté de la presse en Turquie, *Tutuklu Gazete* (« Le Journal Emprisonné ») est une publication préparée par les journalistes détenus en Turquie et distribuée comme supplément gratuit de plusieurs quotidiens. C'est le journaliste Bedri Adanir (des éditions Aram) – qui purge une peine préventive à la prison de Diyarbakir au motif qu'il aurait fait « la propagande d'une organisation » – qui a eu l'idée originale de faire éditer un journal entièrement réalisé par les membres de la presse derrière les barreaux.

Ce projet a été rapidement soutenu par le syndicat des journalistes de Turquie qui a envoyé une lettre à tous les journalistes détenus, les invitant à faire parvenir leurs articles manuscrits au siège du syndicat. La première édition en noir et blanc de 12 pages, tirée à 44.950 exemplaires et baptisée « Contre la censure »,

a pu compter sur la signature de 39 des 70 journalistes détenus ou condamnés à ce moment. Compte tenu de la répression accrue des autorités à l'encontre de la profession, la deuxième édition de *Tutuklu Gazete* de 16 pages, tirée à plus de 100.000 exemplaires et baptisée « Nous sommes des journalistes, pas des terroristes », a pu s'appuyer sur une plus grande rédaction de 43 journalistes.

La lecture des deux éditions témoigne de la qualité ainsi que de l'ironie, de l'originalité et de la diversité des intellectuels turcs et kurdes détenus. La cause principale de la détention des journalistes en Turquie s'explique par la large interprétation des lois antiterroristes et de nouvelles interprétations de certains articles du Code pénal turc.



M. K.